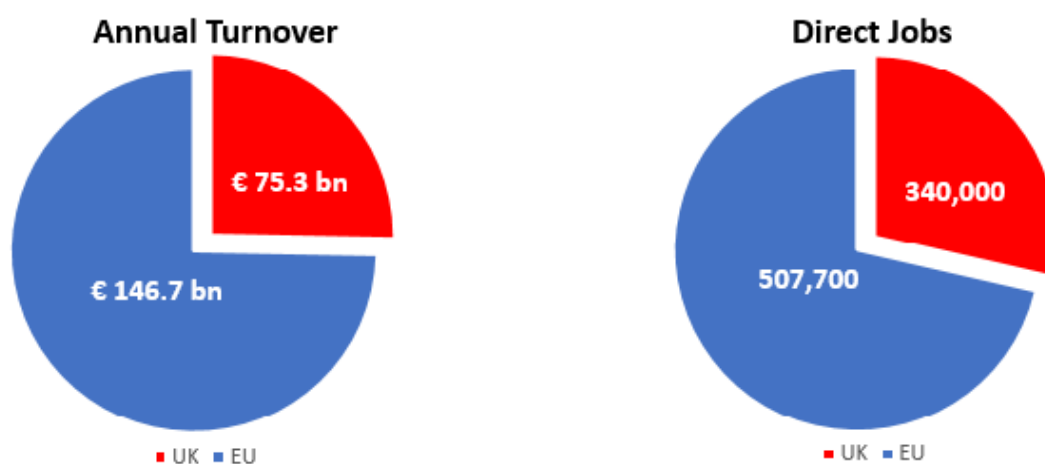


Impact du Brexit sur le secteur de l'aérospatiale

Document adopté par le réseau « Aérospatial » d'industriAll Europe
Brussels, 23 novembre 2017 | IndustriAll 96/2018

Il est largement admis que le Brexit aura un coût. Le secteur de l'aérospatiale en particulier, au Royaume-Uni et dans les 27 états-membres de l'UE restants, a beaucoup à perdre en raison de son interdépendance qui sera remise en question lors des négociations sur le Brexit. Le Brexit n'est pas seulement un problème britannique. Il aura des répercussions sur l'UE tout entière, car le secteur de l'aérospatiale est véritablement intégré. Tout changement qui affectera la compétitivité ne bénéficiera qu'aux concurrents internationaux.



[NB: graphique en anglais - bn = milliard]

IndustriAll Europe et ses affiliés britanniques Unite, Community et GMB ont fait campagne contre le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Malheureusement, cette campagne a échoué à une courte majorité et le choix des Britanniques de quitter l'UE a bouleversé le paysage politique du Royaume-Uni et son impact provoque une onde de choc en Europe et au-delà. Cette décision, avec toutes les conséquences qu'elle entraîne, présente des défis considérables pour le secteur aérospatial européen qui est étroitement lié dans l'Europe entière. IndustriAll Europe a maintenant pour objectif de protéger l'emploi et la compétitivité du secteur aérospatial européen. Le Royaume-Uni est un pilier majeur de ce secteur, un leader de la R&D qui fournit plus de 340 000 emplois directs et qui en soutient beaucoup d'autres.

L'activation de l'Article 50 suscite une grande inquiétude chez les travailleurs des deux côtés de la Manche. L'issue des négociations est entièrement imprévisible et est une source d'insécurité. Le risque que le Royaume-Uni ne se transforme en paradis fiscal en cas de « Brexit dur » s'étend au modèle socio-économique britannique, mais elle pourrait également avoir des conséquences graves au sein de l'UE. Un nivellement par le bas afin d'attirer des investissements étrangers au détriment des salaires et des conditions d'emploi des travailleurs doit être évité.

Actuellement, une part importante des droits dont jouissent les travailleurs au Royaume-Uni découlent de directives communautaires couvrant la législation sur la santé et la sécurité, les travailleurs à temps partiel, les droits anti-discrimination, l'égalité salariale, les droits liés à la maternité.

té/paternité, le congé parental, les comités d'entreprise européens (Directive TICE) et les licenciements collectifs, et ces droits risquent d'être affaiblis lors de leur transposition dans le droit britannique. Cependant, ce sont les modifications ou même l'abolition de la directive sur le temps de travail, la directive sur les travailleurs intérimaires et la directive sur les droits acquis (TUPE) qui présentent le plus grand risque pour les travailleurs. IndustriAll Europe réclame de ce fait que les dispositions suivantes soient maintenues.

En outre, le secteur européen de l'aérospatiale et sa dimension internationale risquent de souffrir considérablement des conséquences du Brexit, si, à l'issue des négociations, le Royaume-Uni n'a plus accès aux instances européennes, au marché unique ou aux efforts de recherche internationaux. Plus d'un million d'articles traversent chaque année la Manche pour la construction de moteurs d'avions, de satellites, d'ailerons ou pour l'assemblage final d'un avion. Un « Brexit dur », qui signifierait la sortie du Royaume-Uni du marché unique mais aussi la fin de son adhésion à l'union douanière, paralyserait les chaînes d'approvisionnement et de valeur établies et nuirait gravement à la compétitivité du secteur au Royaume-Uni et dans l'UE27.

Si la libre circulation venait à être suspendue, le secteur aurait beaucoup plus de mal à embaucher du personnel hautement qualifié d'Europe et d'autres régions du monde, ce qui pourrait rapidement conduire à une pénurie considérable de compétences, mettre gravement en danger les programmes de recherche et les avancées technologiques. La montée du racisme et de la discrimination ouverte à l'égard des travailleurs immigrés qui s'est intensifiée après le vote du Brexit, est absolument inacceptable et doit être combattue plus fermement par le gouvernement britannique !

Dans le cadre des négociations du Brexit, de nombreux emplois de qualité seront inutilement menacés. Toutes les organisations affiliées à IndustriAll Europe exigent que les conditions suivantes soient remplies afin d'éviter de nuire à ce secteur de pointe :

- Tout d'abord, toute la législation sur l'emploi à transférer dans le droit britannique doit être maintenue ou améliorée
- Maintenir l'adhésion du Royaume-Uni à l'Agence européenne de sécurité aérienne (AESA) et à l'Agence spatiale européenne (ESA)
- Les travailleurs intérimaires britanniques doivent continuer à bénéficier des mêmes principes d'égalité de traitement après 12 semaines d'emploi continu
- Maintenir l'adhésion britannique au marché unique et à l'union douanière avec tous les droits et obligations qui s'y rattachent
- Maintenir la libre circulation pour les travailleurs qualifiés, le transfert d'entreprises (protection des employés) et les principes de réglementation du temps de travail
- Maintenir la participation du Royaume-Uni à des programmes communs de R&D, aux comités d'entreprise européens et aux comités de dialogue social
- Poursuivre la lutte contre le racisme et la xénophobie

Des accords confirmant toutes ces conditions ont été passés entre l'UE et d'autres États non membres. IndustriAll Europe invite les deux partenaires de négociation à œuvrer en faveur d'un accord qui prévoit la continuation du secteur aérospatial européen et lui permette de continuer à fonctionner sous sa forme actuelle qui l'a amené à la position de leader mondial qu'elle occupe actuellement.